UNITED NATIONS

United Nations Regional Office for Central Africa



NATIONS UNIES Bureau Régional des Nations Unies

pour l'Afrique Centrale

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 135/02-2019

Afrique centrale : l'ONU plaide pour que les élections soient « un facteur de paix, de sécurité et de bonne gouvernance »

Kinshasa (République démocratique du Congo), 31 mai 2019 – Evoquant les élections qui ont eu lieu entre 2015 et 2018 dans certains pays d'Afrique centrale, le Représentant spécial, Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, a invité les Etats de la sous-région à en faire une évaluation afin de mieux préparer les échéances futures. S'exprimant lors de la session ministérielle de la 48e réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) le 31 mai 2019 à Kinshasa, il a notamment plaidé pour que des mesures soient prises pour « répondre aux principaux facteurs de crise et violence électorales, afin de faire des élections un moment de communion nationale et un facteur de paix, de sécurité et de bonne gouvernance en Afrique centrale ».

Dans cette perspective, M. François Louncény Fall a affirmé que « les Nations Unies restent disposées à mobiliser la communauté internationale pour soutenir les efforts nationaux et régionaux ». Il a saisi cette occasion pour saluer le « transfert pacifique du pouvoir exécutif » en République démocratique du Congo (RDC) et la « maturité démocratique » du peuple congolais à la suite de la présidentielle de décembre 2018.

La situation en République centrafricaine (RCA) était aussi au cœur de l'intervention du Chef de l'UNOCA. Il a insisté sur les évolutions récentes marquées par la signature, entre le Gouvernement et 14 groupes armés, d'un l'Accord politique pour la paix et la réconciliation. Il en appelle « au sens des responsabilités de toutes les parties prenantes pour une mise en œuvre rapide, intégrale et de bonne foi » dudit Accord, estimant que « les populations ont beaucoup souffert » de la crise centrafricaine. Le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine (UA) pour les Grands lacs et Chef de bureau de liaison de l'UA au Burundi, M. Basile Ikouebe, est allé dans le même sens, tout comme le Général Guy Pierre Garcia, Secrétaire général adjoint de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). La plupart des délégations ont également lancé un appel pour un retour à la stabilité en RCA. Par ailleurs, le Comité a « pris acte des efforts du Gouvernement du Cameroun pour trouver une solution durable à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays ».

Plusieurs autres questions ont été abordées : la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, l'exploitation illicite des ressources naturelles par des groupes criminels et armés, la prolifération des groupes terroristes (Armée de résistance du Seigneur (LRA) et Boko Haram). Le pastoralisme et la transhumance, objet d'un huis-clos ministériel, ont également dominé les discussions des Etats. A ce sujet, le Chef de l'UNOCA a réitéré « l'appui des Nations Unies aux efforts en cours de la CEEAC en vue de l'adoption de stratégies et régulations régionales ».

De manière générale, M. François Louncény Fall a fait observer que pour répondre aux menaces sécuritaires et promouvoir l'intégration régionale au profit des populations, « l'Afrique centrale a besoin d'institutions régionales bien structurées et dotées de mandats et de ressources adéquats », y compris la CEEAC. En attendant l'aboutissement de la réforme institutionnelle de la CEEAC devant consacrer cette nouvelle étape, il a rappelé que l'UNSAC « demeure plus que jamais pertinent en tant que plateforme [...] pour identifier et répondre aux principaux défis à la paix et la sécurité en Afrique centrale ». C'est la RDC qui en assurera la présidence tournante pour les six prochains mois. La 48º réunion du Comité était du reste dirigée par le Ministre congolais des Affaires étrangères par intérim, M. Franck Mwe di Malila Apenela. Il a ouvert et clos les travaux, aux côtés des représentants de l'Angola (première vice-présidence), de la Guinée équatoriale (seconde vice-présidence) et du Burundi (rapporteur).

La session ministérielle de l'UNSAC a été précédée par la rencontre des points focaux et des experts, du 27 au 30 mai.

Les membres du Comité envisagent de tenir leur 49e réunion à Luanda (Angola) avant la fin de l'année 2019.